

Les dividendes au détriment du service public :

Fermeture de plus de 1 000 boutiques (dont 550 boutiques propriétaires) à moins de 500 fin 2016 (disparition totale des Mobistores) éloigne les services.

Le réseau universel avec la concurrence tombe en désuétude alors que des investissements d'ampleur seraient nécessaires pour augmenter la capacité, faire face à la montée en débit et offrir des nouvelles technologies.

Ce sont les usagers qui subiront ces désagréments.

Les petits centres départementaux sont supprimés.

La sous-traitance se développe, coûte cher.

En forte hausse, de près de 40 % en cinq ans de 396 M€ à 669 M€ et une hausse de plus de 50 % sur les deux dernières années. Cela correspond à 28 000 Emploi Temps Plein (ETP) externes pour 75 000 ETP internes, soit un ratio de 37 %. Ces chiffres atteignent du jamais vu chez Orange.

Les salariés des sous-traitants devraient être des salariés d'Orange. Ils devraient au moins pouvoir travailler dans les mêmes conditions de revenus, d'avantages et de formations, que les salariés.

Orange a les moyens d'investir sur le haut débit sur tout le territoire

Contre cette attaque généralisée contre les salariés, engageons l'action partout et tous ensemble.

Des élections vont avoir lieu début novembre pour le renouvellement des membres du conseil d'Administration d'Orange. Aucune fatalité sur ce qui est cassé, transformé et mis en œuvre. Ce n'est que le résultat de choix politiques d'orientations néfastes prises en toutes connaissances de causes par les gouvernements qui se sont succédés.

Une seule réponse : se débarrasser des critères de profit et de rentabilité financière. Les services publics ne doivent pas être la propriété de quelques uns, qui n'ont comme seul objectif d'augmenter leurs profits en surexploitant les travailleurs sans s'occuper des besoins des usagers. Les services publics ont fait l'objet d'attaques régulières car ils constituent un marché considérable.

Des services publics, c'est possible, c'est nécessaire, c'est un enjeu de classe et c'est une question de société prioritaire.

Communistes affirme que le secteur de la communication, Orange et ses sous traitants, doit revenir sous monopole public, exigeons la réappropriation par la nation de l'ensemble du secteur des télécoms.

Sans attendre, partout nous appelons à lutter.

Seul la lutte repoussera les attaques du capital et du gouvernement à son service.

SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Nom :

Prénom :

Adresse :

Ville :

Code postal :

Tél perso :

Signature

E-mail :

Je verse la somme* de:.....€

Chèques* libellés à : Aline PORNET mandataire financier de Communistes

envoyer à : Parti Révolutionnaire Communistes 99bis Avenue du Général Leclerc- 75014 PARIS

☐
☐

***Pour adhérer
Prendre contact***

Adresse: Parti Révolutionnaire Communistes
99bis Avenue du Général Leclerc 75014 PARIS
E'mail : communistes2@wanadoo.fr

Nom :

Prénom :

Adresse :

Ville :

Code postal :

Tél perso :

E-mails :